Extractivisme et résistances paysannes dans l'agroécologie au Brésil

Une analyse de genre des conflictualités

Extractivism and Peasant Resistance to Agroecology in Brazil. A Gender Analysis of Conflictualities

Extractivismo y resistencias campesinas en la agroecología en Brasil. Análisis de género de las conflictividades

Isabelle Hillenkamp et Héloïse Prévost

Introduction

1 Le Brésil contemporain s'inscrit dans la trajectoire longue d'exploitation des ressources et du travail, qui recompose les rapports Nord-Sud depuis leur origine dans le système colonial (Escobar, 2003). Au cours des années 1990, l'insertion du pays dans de nouveaux marchés internationaux des matières premières a laissé espérer un nouveau statut pour les paysannes et paysans brésiliens, qui ont été reconnus comme agriculteurs et agricultrices familiaux (Grisa & Schneider, 2014). Toutefois, depuis les années 2000, cette insertion s'est inscrite dans une reprimarisation des économies latino-américaines[1]. Cette reprimarisation a conduit à la dénonciation par des intellectuels de la région et par les mouvements sociaux d'un « néodéveloppementisme » basé sur l'extractivisme. Fondé sur l'exploitation des ressources naturelles minières et agricoles comme moyen d'extraction de valeur au service d'objectifs de dit « développement », ce modèle a été suivi y compris par les gouvernements progressistes de la région (Gudynas, 2009 ; Svampa, 2011). Selon la sociologue argentine Maristella Svampa, l'extractivisme est, depuis les années 2000, constitutif d'un nouvel ordre économique et politique, qu'elle nomme le « consensus des *commodities* » (Svampa, 2012). Il s'accompagne de la perte croissante de

souveraineté alimentaire, liée aux exportations d'aliments à grande échelle, mais aussi à leur destination (pour nourrir le bétail et produire des biocombustibles). Au Brésil, les gouvernements de Michel Temer et de Jair Bolsonaro (2016-2022) ont franchi une étape supplémentaire dans l'extractivisme. L'extraction minière et agro-industrielle s'est intensifiée et étendue, en Amazonie et dans le Cerrado (importante région de savane), mais aussi sur des territoires occupés par l'agriculture familiale, dans des États centraux du Brésil, comme le Minas Gerais et São Paulo (Bombardi, 2019 ; Iorio & Coelho, 2023).

2 Cette expansion géographique s'est basée sur des investissements massifs dans des infrastructures, mais aussi sur la dépossession – de terres, ressources et territoires – comme base de l'accumulation de capital (Harvey, 2004). Cette dépossession n'a été possible que par une violence structurelle, qui se déploie notamment dans l'extractivisme minier (mines à ciel ouvert, infrastructures massives et potentiellement dangereuses, comme barrages et transport par câble). Cependant, la technologie de la Révolution verte, fondée sur les agrotoxiques, a aussi donné naissance à des formes, subtiles et silencieuses, de violence dans l'extractivisme agricole. « Introduites chimiquement par les agrotoxiques, aux niveaux cellulaire et moléculaire » (Bombardi, 2023 : 48), ces violences provoquent déformations physiques et maladies chez les paysans et les paysannes qui les manipulent.

3 Ces diverses formes de violence renouvellent les rapports de pouvoir imbriqués : rapports sociaux de race – en tant que construction sociale exprimant la « centralité, la violence, la continuité de l'institution esclavagiste puis raciale » (Michel, 2020: 12) au Brésil – de classe et de genre. Le concept de continuum des violences sexuelles, élaboré par Liz Kelly en 1989 (Kelly, 2019) pour rendre compte de la fréquence de ces formes de violences vécues par les femmes tout au long de leur vie et de la variété de méthodes d'abus, de contrainte et de force utilisées par les hommes pour contrôler les femmes, mérite d'être élargi pour saisir les violences de genre et intersectionnelles dans les contextes extractivistes. Ce concept permet de relier, sans les hiérarchiser, les expériences les plus extrêmes de la violence extractiviste, comme les ruptures de barrage minier, avec les expériences les plus banalisées mais aussi les plus fréquentes, comme l'exposition des paysan-nes aux agrotoxiques et la déqualification du travail des femmes dans l'agriculture de subsistance.

4 Par ailleurs, le rôle central des hommes – agents des corporations extractivistes et paysans des territoires ciblés – dans les processus extractivistes nous conduit à adopter le cadre conceptuel des masculinités. Nous nous basons sur deux catégories clés élaborées par Raewyn Connell : la masculinité hégémonique comme « configuration des pratiques de genre visant à assurer la perpétuation du patriarcat et la domination des hommes sur les femmes » (Connell, 2014: 11) ; et la masculinité marginalisée qui « reprend certains thèmes de la masculinité hégémonique au niveau de la société dans son ensemble, et les met au travail dans un contexte de pauvreté » (Connell, 2014: 123). Jamais figées dans des identités ou des personnalités singulières, les masculinités sont au contraire toujours relatives à une structure de rapports de pouvoir imbriqués.

5 Sous certaines conditions, d'organisation, de politisation et d'alliances, l'extractivisme a engendré des luttes en défense des territoires et des corps des paysans et paysannes dépossédé·es et soumis·es à ces différentes formes de violence. Ces luttes se sont appuyées sur une convergence entre la matrice, paysanne et de populations traditionnelles (indigènes, *quilombolas*[2]), présente dans les mouvements sociaux, d'une

part, et différents activismes écologistes, d'autre part. Leur socle commun est une vision et un discours sur la territorialité et la nature reposant sur les principes de communs, de droits sociaux et de la nature, de justice environnementale et de vivre-bien (Svampa, 2011). L'agroécologie, à la fois ensemble de pratiques agricoles soutenables, de savoirs empiriques et scientifiques, mouvement social et projet politique opposé au modèle extractiviste dominant (Siliprandi, 2015), en est devenue un élément central. Au Brésil, le terme est porté et disputé par les mouvements agraires mixtes, de populations traditionnelles et de femmes paysannes ou de travailleuses rurales. Les femmes y sont particulièrement nombreuses, autant du fait des inégalités et des violences spécifiques qu'elles subissent, que de leur assignation au rôle de *care* dans des territoires sur-exploités, où impacts environnementaux et sur les corps humains sont devenus inséparables (Nobre & Lobo, 2021). Le concept de *care* désigne une série de tâches et d'attentions, au sens actif de prendre soin, de s'occuper des autres (Laugier, 2015), de la vie et de ce qui fait sa continuité. Le *care* environnemental est une application du *care*.

6 Dans ce texte, nous analysons les formes de conflictualité et de violence sur les territoires soumis à l'extractivisme, les rapports de pouvoir imbriqués et les impacts sur le groupe paysan, ainsi que la manière dont les résistances basées sur l'agroécologie sont redéfinies par ces processus. Nous attirons l'attention sur la dimension de genre, invisible dans de nombreuses analyses. Nous montrons que le genre, en tant que rapport de pouvoir et structuration de l'ordre social, sert la pénétration des projets extractivistes dans les territoires, que ce soit en suscitant l'adhésion des agriculteurs – en général hommes – aux projets et à leurs infrastructures ou en attaquant leurs capacités de résistance. Nous mettons ces processus en regard des résistances paysannes construites autour de l'agroécologie.

7 Nous développons notre analyse à partir de l'exploitation de bauxite et de la plantation de café à la Zona da Mata (État du Minas Gerais) et d'autres cas d'extraction minière et agricole dans cette région et dans celle du Vale do Ribeira (État de São Paulo). Nous nous basons sur des données collectées auprès de paysannes et de paysans investi·es dans l'agroécologie, grâce à des méthodes participatives, depuis l'échelle microsociale jusqu'à celle des territoires, dans le cadre d'un projet collectif de recherche-action[3]. Dans ce cadre, nous avons construit des « ethno-repérages » qualitatifs des espaces de vie et de travail de 30 agricultrices et réalisé des activités collectives, notamment des cartographies sociales et des reconstitutions dans le temps des « problèmes socioenvironnementaux » des territoires et des « réponses » apportées par les femmes et les hommes, appelées « Rivières de la vie du territoire ». Nous avons par ailleurs collecté des données par entretiens, collecte documentaire et observation sur la manière dont différents acteurs – politiques, économiques – construisent et disputent ces territoires au plan symbolique et matériel. Nous nous appuyons enfin sur deux « caravanes », de quatre jours chacune, durant lesquelles nous avons parcouru ces territoires avec des agricultrices et des actrices et acteurs locaux, fournissant une occasion unique d'accéder à des lieux clés – y compris des infrastructures minières – et de saisir le point de vue des actrices et acteurs *in situ*.

8 Le texte qui suit est organisé en trois parties. La première met en évidence l'importance du genre dans l'implantation du modèle agricole extractiviste au niveau des communautés et des familles paysannes, ainsi que le continuum de violences qui s'exerce sur le groupe paysan – de la violence moléculaire jusqu'à celles faites aux

femmes spécifiquement. La seconde partie aborde l'extractivisme minier. Elle montre l'existence d'une grammaire commune des conflictualités, de la violence et du genre avec l'extractivisme agricole et alerte sur la dimension totale du projet minier dans certains territoires, s'exprimant dans des infrastructures traduisant des inégalités et une violence systémique. La troisième partie montre à quelles conditions des résistances basées sur le *care* socio-environnemental dans l'agroécologie peuvent se développer et pourquoi les femmes paysannes y occupent une place centrale.

1. Extractivisme agricole : violence moléculaire et rapports de genre

9 La Zona da Mata, une région de plus de 2 millions d'habitants et 35 000 km², au sud-est de l'État de Minas Gerais, fournit un premier exemple de la centralité du genre dans l'implantation de l'extractivisme agricole. Au cours du XIXe siècle, la région a connu une première phase d'expansion de la culture commerciale du café dans des *fazendas* détenues par des propriétaires appartenant à l'aristocratie et exploitant la main-d'œuvre esclave. Après l'abolition de l'esclavage (en 1888), la production a décliné, avant d'être lentement réorganisée sur la base de l'emploi agricole, du métayage, puis du rachat de terres par de nouveaux agriculteurs familiaux (Teixeira *et al.*, 2018). Cette nouvelle configuration agraire, dans laquelle des agriculteurs pauvres ont progressivement détenu un grand nombre de petites exploitations[4], a marqué la phase de modernisation de la culture du café, à partir des années 1970 et 1980.

10 À cette époque, les plantations commerciales de café ont fait leur apparition dans les lopins de cette agriculture familiale, remplaçant peu à peu les systèmes de polyculture-élevage. Ce modèle a été déployé à travers une politique nationale caféière, dirigée par l'Institut brésilien du café (IBC), puis soutenue par l'Entreprise d'assistance technique et d'extension rurale (EMATER) et par diverses universités. Au niveau local, les témoignages d'agriculteurs mettent en évidence le rôle des techniciens et des banques, battant la campagne pour vendre des crédits agricoles étroitement conditionnés à l'application de ce mode de culture. Les hommes, chefs de famille et à cette époque normalement seuls titulaires du foncier – et donc généralement seuls décisionnaires – ont été les cibles de ces crédits, de l'assistance et du contrôle techniques. Les femmes racontent qu'elles cuisinaient pour les techniciens d'EMATER alors même qu'ils incitaient leurs maris à mettre du « poison » (*veneno*, agrotoxiques) dans les champs et que leur seul remède face aux intoxications consistait ensuite à « boire du lait pour couper l'effet ».

11 Ce modèle a accru le contrôle des hommes agriculteurs sur le travail et les revenus familiaux. À cette époque, les jeunes femmes travaillant dans la culture du café ne recevaient aucun argent de leur père, « même pas pour s'acheter des habits », n'avaient souvent pas le droit de « travailler pour les autres » ou, lorsqu'elles le pouvaient, étaient moins bien payées que les hommes (témoignages d'agricultrices de Simonésia, méthodologie participative « *rivière de la vie du territoire* », 2021). Les femmes ont été exclues des prises de décision sur la production, mais leur travail productif et reproductif – invisibilisé – a été au cœur de l'implantation du café comme culture commerciale dans les territoires. Le travail des agricultrices a alimenté l'extraction de valeur ajoutée issue des gains de productivité agricole, dont les entreprises du secteur agro-industriel ont été les principales bénéficiaires.

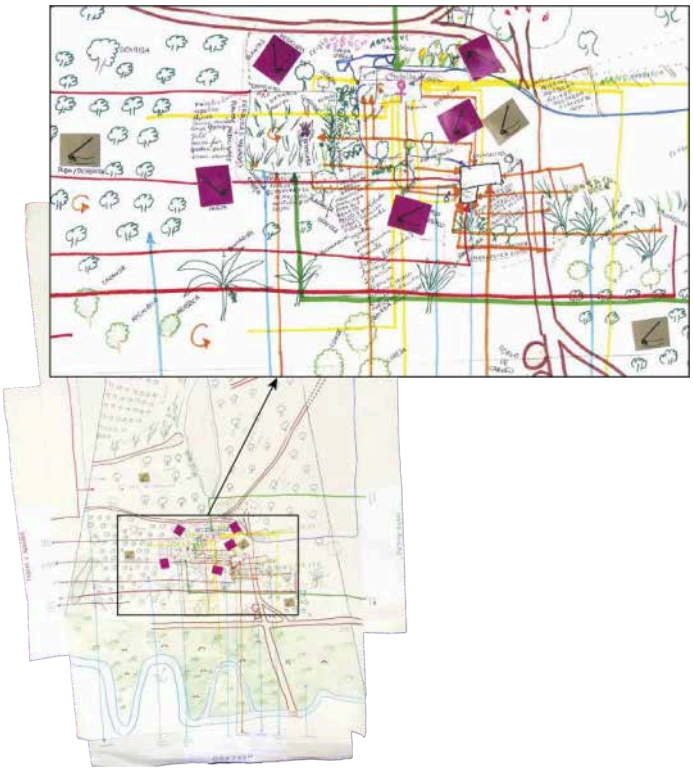
12 Un processus et une évolution similaires des rapports de genre ont été observés en Afrique, par exemple au Cameroun. L'introduction de la culture commerciale du café à partir des années 1920-1930, puis sa diffusion à large échelle à partir des années 1960, a permis une période de prospérité jusqu'aux années 1980. Or, les travaux d'Hélène Guétat-Bernard et de Chantal Ndami ont montré que cette prospérité a occulté le fait que cette culture contrôlée localement par les hommes a reposé sur une main-d'œuvre familiale non rémunérée. Selon ces autrices, ce rapport de pouvoir a entraîné une exploitation du travail des femmes et des enfants, en même temps qu'une nouvelle concurrence pour l'usage des terres entre café et cultures vivrières féminines. Leurs travaux démontrent que, parallèlement, les savoirs des femmes, désormais considérés comme obsolètes, ont été dévalorisés, leurs cultures et leurs réseaux sociaux ont été déstructurés, entraînant de nouvelles inégalités de genre (Guétat-Bernard, 2008 ; Ndami, 2019).

13 À la Zona da Mata comme dans plusieurs autres contextes, les infrastructures du processus extractiviste ont été enracinées – au sens premier du terme – dans les terres de l'agriculture familiale et étroitement contrôlées par les entreprises, les banques, les techniciens et des scientifiques au service de ce modèle (choix des variétés nouvelles, espacement des plants, type d'engrais, d'herbicide et de pesticide, forme et fréquence d'application). Ce processus a généré une forme singulière de dépossession de la paysannerie, basée sur les stratégies d'incitation d'orientation productive déployées activement par ces institutions, sur la construction d'une dépendance économique à la culture de café, sur la négligence des impacts socio-environnementaux et sur les rôles assignés de genre. Une nouvelle séparation entre le travail des hommes et des femmes a été instaurée, reposant sur la nouvelle valorisation du travail des hommes et sur la dévalorisation de celui des femmes. Ce processus a construit ou réaffirmé la division sexuelle du travail, les inégalités de genre et a entériné un modèle socio-familial normatif. Celui-ci s'est imposé par un continuum de violences contre les femmes, allant de formes quotidiennes de dévalorisation, à l'invisibilisation et l'exploitation du travail, à la perte de contrôle sur les espaces productifs, voire à la destruction de potagers, vergers, basses-cours et champs destinés aux cultures vivrières, par les hommes.

14 En même temps que les rapports de genre, la culture productiviste du café dans l'agriculture familiale a remodelé les rapports sociaux de classe. Le renforcement du pouvoir des agriculteurs hommes au niveau familial a en effet été inséparable de leur dépendance vis-à-vis des intermédiaires techniques et commerciaux, les connectant à la chaîne de valeur globale du café. Les techniciens, détenteurs d'une autorité fondée sur des connaissances présentées par eux-mêmes comme modernes car associées à des gains de productivité et à l'accès au marché, reproduisent localement la masculinité hégémonique, au sens de R. Connell (2014). Les agriculteurs ont suivi leurs conseils, comme de « ne pas planter de maïs dans les rues [entre les pieds] du café » pour ne pas affecter leur productivité, de substituer à l'élevage de porcs l'achat d'huiles végétales et aux cultures vivrières, comme le riz et le manioc, des produits achetés. Ils ont investi dans des plants, des cours bétonnées (*terreiros*), des séchoirs à café et des machines (*panhadoras*) pour le récolter. En abandonnant ainsi progressivement le modèle et les infrastructures de polyculture-élevage au profit de ceux de la culture intensive du café, ils ont renoncé à une autonomie productive fondée sur les savoirs paysans et sur la reproduction des moyens de production au niveau de la ferme. Ils ont incarné une masculinité subalterne, prenant place à l'échelle inférieure de la chaîne de valeur

globale du café, acceptant la dépendance vis-à-vis des paquets technologiques et des marchés agricoles contrôlés par ces intermédiaires.

Fig. 1 : Exemple d'ethno-repérage de l'espace de vie et de travail d'une agricultrice de Simonésia et de sa famille



Les trois quarts supérieurs de l'espace sont consacrés quasi exclusivement au café. Le quart inférieur est un espace humide (*breijo*) inapte aux cultures et dédié au pâturage. L'espace autour de la maison (zoom) concentre la production vivrière diversifiée sur une surface minuscule et est assurée par l'agricultrice (adhésifs de houx couleur rose, plus foncés sur le schéma) ; le travail masculin est représenté par des houx grises (plus claires sur le schéma). La taille totale du terrain est d'environ 3 ha.

Source : Projet ANR Gengibre.

15 Ce processus et ces relations trouvent leur expression concrète dans l'espace agricole familial, où un modèle dominant a émergé, occupé par le café, alors que la production diversifiée (vivrière, médicinale) est réduite à la portion congrue dans un espace féminin autour de la maison, quand elle n'a pas tout simplement disparu. Cette configuration reste prégnante jusqu'à aujourd'hui, comme le montrent des ethno-repérages du projet (fig. 1).

16 Enfin, notre recherche auprès d'agricultrices de communautés *quilombolas* du Vale do Ribeira attire l'attention sur la dimension intersectionnelle des inégalités et des violences. Dans cette région, la monoculture de la tomate a été implantée au cours des années 1950-1970. Contrairement au café dans la Zona da Mata, les agricultrices et agriculteurs n'ont pas été instrumentalisés pour que la culture soit déployée sur leurs terres, mais ils et elles ont été déplacés pour aller travailler dans des quartiers (*vilas*) spécifiquement dédiés à cette culture. Ces quartiers ont intégré l'ensemble des infrastructures permettant leur séjour sur place en conditions d'isolement : épiceries, écoles, baraquements servant de logements, etc. Nos entretiens auprès d'agricultrices *quilombolas* montrent que les entrepreneurs ciblaient leurs communautés, qu'ils

visitaient régulièrement pour leur proposer ce travail. Une fois établi-es dans ces *vilas*, toutes et tous ont été obligés d'appliquer des pesticides, généralement sans aucune protection corporelle, causant intoxications et plus tard, cancers et dépressions. Les femmes ont été doublement exposées aux pesticides : directement dans les cultures et indirectement en lavant le linge familial contaminé, un travail qui leur est socialement assigné (entretiens et activités collectives avec des agricultrices, Itaoca, 2021 et 2022).

17 Basé sur l'isolement social et sur la dislocation des familles ou des communautés, ce modèle extractiviste a été particulièrement violent, affectant les personnes dans leur santé physique et mentale. Il utilise simultanément les inégalités raciales et de genre, constituant une forme de racisme environnemental qui cible, déplace et expose de manière spécifique les populations *quilombolas* dans les zones rurales au Brésil.

2. Extractivisme minier : infrastructures totales et violence systémique

18 Avec l'ouverture commerciale des années 1990, le *boom* des *commodities* des années 2000 puis la dérégulation environnementale sous le gouvernement Bolsonaro, l'exploitation minière a été décuplée au Brésil. Historiquement concentrée, depuis l'époque coloniale, sur un petit nombre de sites, cette exploitation s'est étendue le long de multiples frontières, causant en trois décennies (1990-2022) une véritable dispersion géographique dans la quasi-totalité du pays. Dépendantes des marchés mondiaux des matières premières, les entreprises minières ont assuré leur rentabilité en exploitant la main-d'œuvre paysanne sur les nouveaux territoires où elles se sont implantées. Cette forme de reproduction du capital a été typique de la phase actuelle, de retour à une spécialisation productive primaire au Brésil (Iorio & Coelho, 2023).

19 À la Zona da Mata, des entreprises régionales et nationales d'extraction, notamment de bauxite, de transport (par exemple transport tubulaire [*mineroduto*] et d'énergie [usines hydroélectriques]) ont fait leur apparition. Dépendantes des élus locaux et des habitant·es pour implanter leurs infrastructures, certaines entreprises, notamment régionales, ont été déboutées par des actions de résistance locale, où les femmes ont souvent joué un rôle majeur. À Simonésia au début des années 2000, un groupe d'une cinquantaine d'agricultrices, actives dans le Syndicat des travailleurs ruraux et dans des organisations locales (« groupes de réflexion ») liées à l'Église catholique, accompagnées de jeunes des communautés, a envahi les installations d'une entreprise d'extraction de granite et a apposé des mains trempées de peinture sur les machines, obligeant l'entreprise à quitter les lieux. Dans une communauté de Divino particulièrement visée par des visites incessantes d'une entreprise nationale d'extraction de bauxite, y compris le survol par des drones, les femmes se sont organisées en un réseau informel de mobilisation et de réaction rapide et ont posé des plaques sur leurs maisons affichant leur opposition à l'implantation de ce modèle (*Mineração, aqui não !*) (cartographies socio-environnementales féministes et rivières de la vie du territoire, Simonésia et Divino, 2021 et 2022).

Fig. 2 : Plaque devant la maison d'une agricultrice à Divino

« Pour nos eaux, l'agroécologie et les générations futures : pas d'extraction minière ici ! »
Source : Projet ANR Gengibre.

20 Dans deux autres municipalités de la Zona da Mata où une entreprise nationale brésilienne d'extraction de bauxite est implantée depuis le début des années 2000, le paysage est marqué par une succession d'excavations de quelques dizaines de mètres de long et de large dans les lopins de l'agriculture familiale. L'entreprise loue les terres des agriculteurs, en général pour une durée de quatre ans, au terme desquels elle s'engage à restaurer la zone, dans le cadre de son programme de « production soutenable de bauxite ». La superficialité de cette roche, située à quelques 3 m de profondeur, assure un accès rapide au minerai et donc la rentabilité de ce modèle pour l'entreprise. La stratégie de pénétration du territoire, basée sur le consentement des agriculteurs, est différente de l'exploitation de gisements profonds à grande échelle, qui suppose une disponibilité du foncier et l'acquisition des terres par l'entreprise.

Fig. 3 : Excavation pour l'extraction de bauxite dans un lopin de l'agriculture familiale dans la Zona da Mata.

Source : Projet ANR Gengibre.

21 À travers ce modèle d'excavation, l'entreprise développe une relation hautement inégale avec chaque agriculteur. Poussés par la pauvreté et attirés par le revenu, même médiocre, proposé par l'entreprise, des agriculteurs hommes acceptent les propositions de l'entreprise, quand bien même ils ne sont pas dupes de leur place dans ce marché. À Simonésia, un agriculteur regrette ainsi que son voisin ait refusé l'offre d'une entreprise régionale de bauxite d'acheter sa terre à 1 USD par tonne, jugeant ce prix trop bas. Il estime que son voisin aurait pu « devenir riche » et assure que lui-même vendrait sa terre à l'entreprise. Un troisième raconte comment les agents de l'entreprise ont tenté de le convaincre, en arrivant chez lui dans une voiture de luxe et en lui offrant cigarettes et alcool. Comme dans le cas de la chaîne de valeur globale du café, les agents de l'entreprise performent la forme hégémonique de la masculinité, porteuse d'une rationalité marchande et détentrice de privilèges matériels mis en scène comme attributs du pouvoir. En s'appuyant doublement sur les conditions de vie précarisées des agriculteurs et sur leur rôle de genre en tant que pourvoyeurs de revenus, ils tentent de les inclure dans leur modèle, dans une position marginalisée. Inversement, les agricultrices, menacées par ces relations, s'opposent le plus souvent à l'extraction minière et donc à leurs époux, comme l'illustrent les actions des femmes de Simonésia et de Divino relatées plus haut. C'est aussi le cas de l'épouse de cet agriculteur qui prétend vendre leurs terres à l'entreprise, laquelle tient tête à son mari et alerte sur le fait que « l'extraction minière ne donne qu'une récolte ». Elle tient la promesse de l'entreprise de restaurer les zones d'extraction pour un mensonge et voit dans l'agroécologie la seule manière de prendre soin de l'environnement, de sa propre santé et de celle de sa famille (entretiens individuels, avec l'agricultrice et l'agriculteur, Simonésia, 2022).

22 Les rapports de classe sont ainsi traversés par les rapports de genre au niveau familial, où les responsabilités de pourvoyeur et de *care* socialement assignées aux hommes et aux femmes, respectivement, entraînent fréquemment des positions opposées et des conflits intra-familiaux et intra-communautaires. De ce fait, les entreprises s'adressent spécifiquement aux hommes agriculteurs, leur promettant des revenus de location des

terres ou du travail qui répondent à leur responsabilité de pourvoyeur. Comme le résume une de nos interlocutrices, « l'entreprise parle beaucoup aux hommes, elle leur dit : "Tu vas travailler comme camionneur, tu vas gagner de l'argent, ça va être super" ». Elles jouent aussi sur le registre de la menace et de la peur – peur du pouvoir économique de l'entreprise, de possibles représailles, de faire appel à un avocat, d'entrer en contact avec les organisations de résistance. Les femmes sont souvent au premier plan des résistances parce que ces infrastructures et ce modèle menacent leur propre rôle social de *care* en dévalorisant leur travail et en détruisant leur environnement et qu'elles sont moins directement ciblées par l'entreprise (différents témoignages, expérience de la Caravane féministe agroécologique du projet Gengibre, 2022).

23 Dans les deux municipalités de la Zona da Mata où cette entreprise brésilienne d'extraction de bauxite est implantée, les zones d'extraction dans les exploitations familiales sont reliées par pistes à une usine dans laquelle la bauxite est séparée de l'argile par vibration et lavage, avant d'être transportée à l'extérieur de la région. L'eau, en grande quantité, nécessaire au lavage provient d'un lac de retenue qui a recouvert deux anciennes *fazendas* et 12 sources, selon les dires des habitants. Le mur de ce barrage a été progressivement élevé avec les résidus (argile) du lavage. Cette technique, dite *a montante,* utilisée dans de nombreux barrages de la région, dont ceux de Mariana et de Brumadinho, dont la rupture, en 2015 et en 2019, a causé des catastrophes humaines et environnementales majeures, a été interdite pour les nouvelles constructions[5]. Des sirènes d'alarme, des pancartes d'alerte et des routes de fuite entourent le barrage. Les pistes de terre sont sillonnées en permanence par les camions de l'entreprise, causant un bruit incessant et recouvrant la végétation et les maisons environnantes d'une épaisse poussière, alors que l'eau utilisée pour mouiller les pistes est prélevée de sources locales. En plus de ces dégradations environnementales, les accidents, notamment pour les enfants, et les agressions sexuelles des femmes par les hommes (camionneurs et autres employés) présents sur leur territoire du fait de l'activité de l'entreprise sont partie intégrante de cette circulation. L'exposition au risque d'effondrement du barrage, aux blessures et aux violences sexuelles, l'exploitation insoutenable des ressources en eau, la pollution de l'air et sonore, sont des facettes extrêmement différentes d'un continuum de violences exercées par l'entreprise contre les habitant·es pour mener à bien ses activités. Le corps et le rôle de *care* assigné aux femmes les placent, de nouveau, en première ligne de ces violences et expliquent que, sous certaines conditions, de politisation et d'alliances, elles se mobilisent spécifiquement contre l'implantation des infrastructures minières.

24 Le cas d'Adrianópolis, dans le Vale do Ribeira, illustre à quel point le continuum de violences fait partie intégrante de l'implantation d'infrastructures minières. La fondation de la ville est marquée par l'installation, en 1945, de l'entreprise Plumbum et l'ouverture d'une mine dédiée à l'extraction de plomb. Selon d'anciens employé·es, les premiers forages étaient réalisés à la dynamite, provoquant de nombreux décès. Comme dans le cas des entreprises de culture intensive de la tomate, la Plumbum avait recruté ses travailleurs et travailleuses dans les communautés *quilombolas* de la région et les avaient installés dans des quartiers (*vilas*) spécialement construits pour les loger. Comprenant commerces et services, ils constituaient « une ville dans la ville » et le nom même d'Adrianópolis est un hommage au pionnier de l'entreprise (Adriano). La population ainsi appropriée et constituée en main-d'œuvre a été exploitée dans son corps. Malgré l'adoption, en 1989, d'une législation interdisant les techniques les plus

dangereuses, de nombreux anciens employés (hommes) souffrent jusqu'à aujourd'hui de problèmes pulmonaires et cardiaques. Quant aux femmes, elles ont, ici aussi, été contaminées en lavant le linge, un dommage jamais reconnu par l'entreprise ni par les pouvoirs publics. Les conditions et les relations de travail, marquées par la dépendance économique, étaient, selon nos enquêté·es, proches de l'esclavage. Les violences de genre ont été constitutives de ces relations, y compris à travers la prostitution et les grossesses précoces.

25 L'entreprise a fermé ses portes du jour au lendemain en 1995, se déclarant en faillite, empêchant ainsi toute action de restauration de l'environnement et toute reconnaissance des dommages aux personnes et des droits des travailleurs. L'impact socio-environnemental est considérable et multiforme, notamment à travers la pollution de la rivière Ribeira sur quelque 200 km. Une thèse de doctorat, à laquelle les habitants se sont référés, met en évidence le niveau anormalement élevé de plomb dans le sang des enfants des municipalités en aval de la rivière (Cunha, 2003). Le système de santé est saturé. Bien qu'échaudée par ce passé, la ville ne parvient pas à sortir de ce modèle et est en passe de devenir un pôle cimentier, pierre angulaire du programme du gouverneur de São Paulo axé sur la construction civile. La municipalité reste ainsi dépendante du modèle extractiviste basé sur des infrastructures lourdes, telles qu'un téléphérique pour le transport du calcaire de la carrière vers l'usine de transformation. Ce téléphérique surplombe la ville et s'est écroulé il y a deux ans, dévoilant le manque de mesures de sécurité et le risque d'accidents graves. Selon nos enquêté·es, la législation favorise les compagnies minières, laissant dans le flou leur responsabilité en cas d'accident et de dommages tels que fissures dans les maisons, problèmes respiratoires et risques de cancer. Dans le cas d'Adrianópolis, le maire aurait affirmé ne pas pouvoir faire payer les entreprises, faute de contrat. Ces mêmes entreprises investiraient dans les campagnes électorales des candidats des différents camps, rendant les maires dépendants financièrement.

26 L'analyse croisée des processus d'exploitation minière dans la Zona da Mata et à Adrianópolis, au Vale do Ribeira, montre comment cette industrie implante des infrastructures pouvant être qualifiées de totales, au sens où leur impact s'étend sur l'ensemble des territoires dominés par leur activité. Ces infrastructures s'appuient sur des rapports de pouvoir intersectionnels, actionnant à la fois le genre, la classe sociale et la race, et sur une violence systémique à l'égard des populations. La destruction du sous-sol des parcelles de l'agriculture familiale ou le déplacement des paysan·nes, la faiblesse des limites juridiques et des contrôles, la manipulation des institutions locales et des politiciens, l'argent des entreprises minières qui divise les communautés, contribuent à ce processus et à la construction d'une situation d'absence d'alternatives qui mine les résistances. La conflictualité née de l'injustice s'exprime alors dans des critiques et des dénonciations, mais aussi et comme nous allons le voir, dans des résistances fondées sur le travail de *care*.

3. Cultiver, prendre soin et résister : pratiques agroécologiques de femmes

27 Face à ces logiques genrées des acteurs de l'extractivisme, les groupes paysans développent leur propre agentivité et leurs propres formes de résistances. Celles-ci ne sont évidemment pas sans tensions sociopolitiques, reflétant les dilemmes, pour ces

groupes, entre générer des revenus en s'insérant dans un modèle en grande partie extractiviste et renforcer des pratiques de *care* socio-environnemental qui constituent des formes de résistances inscrites dans la pratique et dans le faire, développant un quotidien politique (Pruvost, 2021).

28 Notre enquête permet d'identifier des dimensions du *care* et des manières dont il se construit. Nous présentons ici quelques-unes de ces formes de pratiques constituant des résistances. Elles sont communes à différentes communautés ayant participé à notre projet, tout en étant inscrites dans les contextes socio-environnementaux spécifiques qui les travaillent.

29 La diversification agroécologique est une première dimension centrale défendue dans les espaces de production sous le contrôle des femmes. Les pratiques de diversification sont en rupture avec la spécialisation au cœur du paradigme productiviste qui sous-tend le modèle extractiviste. La production diversifiée, destinée en premier lieu à l'alimentation familiale, est inséparablement une stratégie pour prendre soin de la santé au moyen d'une alimentation saine car non contaminée par les pesticides et les produits transgéniques. Ainsi, les pratiques agroécologiques participent de la construction d'une sécurité alimentaire dans les territoires ruraux. Cependant, la division sexuelle de l'espace productif, le pouvoir décisionnaire des hommes et les rapports de genre tendent à limiter ces pratiques. Si les agricultrices produisent dans des potagers, vergers et basses-cours sous leur responsabilité (*quintais*), elles sont aussi parfois contraintes de cultiver dans les interstices mêmes des cultures commerciales dominantes. L'exemple du café est éloquent : les maris de certaines agricultrices ont développé la culture du café dans la quasi-totalité de l'espace productif de la famille, du fait de l'opportunité de revenus qu'il constitue. Leurs épouses disputent les allées entre les pieds de café, afin d'y planter des cultures vivrières telles que maïs, haricots et divers types de légumes verts. À travers ces cultures, c'est non seulement la division sexuelle de l'espace agricole qui est contestée, mais aussi le mode de production, puisque la proximité des cultures vivrières avec la culture commerciale pose la question de l'usage d'herbicides et de pesticides qui les contaminent.

30 Parfois, les dimensions de travail productif s'inscrivent dans le continuum des violences de genre. L'exemple de Kéture (pseudonyme), agricultrice dont l'espace de travail et de vie est décrit en première partie (fig. 1 ci-dessus), illustre cette imbrication. Son mari qualifie l'espace autour de la maison (traditionnellement espace de production féminin) de « lieu de la dispute » à cause des plantes alimentaires et médicinales et des fleurs cultivées par son épouse là où lui voudrait étendre le café. Kéture a développé une maladie pulmonaire et rénale, qu'elle attribue à l'exposition à l'herbicide à base de glyphosate (Roundup) utilisé dans la plantation de café. Pour autant, son mari n'a jamais arrêté de l'utiliser, ignorant ses demandes répétées. Cette imposition, et les menaces de convertir l'espace productif autour de la maison (*quintal*) au café, représente une violence à la fois symbolique et physique. Il nie le travail de Kéture et son droit à un « espace à soi » et il constitue une menace sur son corps et sur sa santé. Préserver cet espace et négocier le pouvoir de décision le concernant représente donc une résistance de cette agricultrice à une échelle certes très petite, mais non moins essentielle.

31 Autre exemple de résistance : Marcilene, elle aussi agricultrice de la Zona da Mata, confronte son mari sur la question de l'usage de pesticide. « Si tu utilises ce poison[6], tu perdras deux fois une compagne : en tant que travailleuse et en tant qu'épouse. » Elle

nous déclare : « Je suis une révolutionnaire contre les pesticides. Je vais travailler avec mon mari, mais s'il utilise des pesticides… au revoir ! Je préfère perdre la récolte que de mettre du poison. »

32 La pratique agroécologique de certaines agricultrices tisse des liens entre les dimensions culturelle, culinaire et affective. Prenons l'exemple de Nelly (Divino, Zona da Mata) : « Il faut plus d'espace pour planter le maïs et défendre son importance par rapport au café. On mange du maïs, le café ça n'est qu'une boisson ! » Lors d'une réunion religieuse de la communauté, elle prend la parole et fait la liste des 23 recettes différentes à base de maïs qu'elle connaît et qui lui ont été transmises. Elle insiste sur la saveur de chaque aliment, elle les décrit précisément. Elle noue un lien entre saveur et dimension spirituelle : « le maïs est œuvre de Dieu ». Elle souligne également qu'un seul épi de maïs contient 600 grains, y voyant une capacité reproductive exceptionnelle.

33 La réparation d'espaces endommagés représente une autre dimension du *care* environnemental. Dans la municipalité d'Itaoca (Vale do Ribeira), l'élevage intensif de bufflonnes, permettant des revenus importants par la vente et la transformation du lait, a petit à petit grignoté les espaces de vie et de travail des familles paysannes et causé des dommages environnementaux importants, comme la pollution et le tarissement de sources d'eau, dans les espaces déboisés pour les pâturages. En plantant des arbres autour des ruisseaux et des sources et en clôturant les espaces sensibles pour éviter le piétinement par les bufflonnes, les agricultrices s'investissent collectivement dans la récupération des eaux et des sols, tout en préservant leurs autres activités agricoles individuelles et collectives. À Barra do Turvo (Vale do Ribeira), les communautés *quilombolas* développent l'agroforesterie pour leur subsistance, pour préserver et valoriser leurs terres, mais aussi pour démontrer leur place ancestrale dans cette région disputée par les institutions de protection de la nature. Elles résistent ainsi au modèle des aires protégées, basé sur la restriction d'usage des biens naturels par les populations. Membre d'une de ces communautés, Dona Encrenca (pseudonyme) est la seule femme au sein de deux conseils de la société civile organisés au niveau national sur les questions territoriales et de sécurité alimentaire. Dénonçant les obstacles à la participation politique des femmes au sein de ces espaces, elle y porte non seulement les résistances *quilombolas* basées sur l'agroécologie, mais aussi le rôle de *care* assuré par les femmes et les inégalités que celles-ci affrontent au quotidien.

34 Aussi, l'agroécologie constitue-t-elle à la fois une pratique productive et écologique et une forme de résistance dans la vie de nombreuses femmes paysannes et de certaines communautés. Elle devient ainsi un outil de politisation des pratiques et des espaces de travail et de vie des agricultrices organisées collectivement. Les espaces non mixtes entre agricultrices, tels que des Collectifs de femmes au sein de syndicats de travailleurs ruraux ou de l'agriculture familiale, ou encore des réseaux de commercialisation des paysannes, sont un outil central de cette politisation. Ils sont le lieu où les pratiques et le travail des femmes sont valorisés et signifiés comme pratiques de résistance face au modèle extractiviste. À partir de ces collectifs, les agricultrices peuvent prendre position dans les organisations mixtes locales, telles que syndicats, coopératives ou associations de producteurs et marchés locaux. Les alliances avec des agents extérieurs, en particulier des ONG féministes investies dans la promotion de l'agroécologie et de l'agriculture familiale, jouent un rôle clé dans ce processus. Dans les espaces animés par ces ONG, formation politique sur les rapports de genre et les conflits socio-environnementaux, transmission et multiplication des

savoirs agroécologiques et valorisation socio-économique du travail des femmes sont étroitement liés. C'est donc finalement l'articulation entre genre, extractivisme et résistances et entre ces différents niveaux d'organisation et d'action qui permet l'agentivité des paysannes dans l'agroécologie.

Conclusion

35 Dans ce texte, nous avons démontré l'importance du genre dans l'analyse de la rencontre entre les groupes paysans et les formes contemporaines d'extractivisme en Amérique latine. Nos données sur les rapports de genre aux échelles intra-familiale et intra-communautaire dans deux régions du Brésil permettent de saisir à la fois l'imbrication entre le genre et les rapports sociaux de classe, de race ou ethniques qui soutiennent la pénétration des projets extractivistes dans les territoires et la place des femmes dans des résistances mobilisant l'agroécologie. La construction de telles données suppose à son tour une position de recherche particulière, auprès des femmes paysannes dont les voix, le travail et les savoirs agroécologiques ont, précisément, été niés par le modèle extractiviste. Faire émerger ces voix de femmes paysannes pour rendre compte à la fois des violences qu'elles subissent et de leur agentivité n'a été possible que grâce à notre implication dans un processus collectif de recherche-action, où la construction de savoirs par l'équipe de notre projet a visé à soutenir les processus de résistance de ces paysannes. Cette méthodologie singulière, ancrée dans les épistémologies féministes (Harding, 1992), est, à nos yeux, indispensable pour aller au-delà du constat de confrontations entre communautés paysannes et entreprises extractivistes, en dévoilant les inégalités, les oppositions et les renégociations entre hommes et femmes à l'intérieur des familles et des communautés.

36 Cette démarche met en évidence les rôles de genre comme outil central de la pénétration de projets extractivistes basés sur une forme de dépossession par transformation de l'usage des terres et du sous-sol de l'agriculture familiale et constitution des paysan·nes en main-d'œuvre, plutôt que par expulsion ou accaparement direct de leurs terres. Dans cette forme singulière de dépossession, les rôles assignés aux hommes et aux femmes constituent une des dimensions constitutives des projets extractivistes, basée sur l'appropriation des ressources et le contrôle des territoires. Le rôle masculin de pourvoyeur de revenu et le pouvoir décisionnaire des hommes paysans alimentent leur ciblage par les projets d'implantation d'infrastructures extractivistes, agricoles ou minières. Il a pour pendant l'invisibilisation et la dévalorisation du travail des femmes paysannes, ce qui marginalise leurs cultures, favorise l'occupation de leurs espaces productifs, menace leurs espaces reproductifs et leurs pratiques de *care,* voire les met au service des entreprises. Le régime de genre, ici un modèle social de famille fondé sur l'homme pourvoyeur de revenus et l'invisibilisation du travail des femmes, est ainsi alimenté par les entreprises extractivistes, se constituant actrices et utilisatrices du genre.

37 L'utilisation des corps des paysans et, spécifiquement, des paysannes, à travers le travail reproductif (lessive du linge contaminé, charge mentale liée aux problèmes de santé de leur famille, soin aux personnes atteintes de maladies causées par les agrotoxiques), représente une autre dimension constitutive de la pénétration des projets extractivistes dans les territoires. Cette domestication des corps s'appuie, au besoin, sur les violences de genre (agressions sexuelles, conflits intra-familiaux et

violence domestique, mais aussi déqualification et dévalorisation quotidiennes de leur travail). À cette utilisation et à ces violences spécifiques sur les corps des paysannes répondent des résistances également spécifiques de ces femmes à travers l'agroécologie. Elles s'y engagent, prioritairement et majoritairement, du fait de leur rôle assigné au *care* et en fonction de processus de politisation et d'alliances présents sur certains territoires. Ces résistances se jouent à l'échelle des communautés, par une réoccupation de l'espace (cultures agroécologiques, plaques contre l'extraction minière) et à celle des familles (opposition, négociation). Cet engagement des femmes se heurte aux rôles de genre des hommes et interroge les conditions de leur transformation. Assurément, la contradiction entre le rôle de pourvoyeur de revenu et celui de *care* environnemental génère des freins spécifiques à l'engagement des hommes paysans dans l'agroécologie. Une transformation bien plus large du mode de production et du rapport à la nature, impliquant un changement politique et institutionnel à tous les niveaux, est nécessaire à l'émergence de nouveaux rôles et rapports de genre, et inversement. L'agroécologie portée par les femmes paysannes, en tant que pratique de résistance et projet politique, peut précisément y contribuer.

BIBLIOGRAPHIE

Bombardi, L. M. (2019). *A Geography of Agrotoxins use in Brazil and its Relations to the European Union*. FFLCH-USP.

Bombardi, L. M. (2023). *Agrotóxicos e colonialismo químico*. Elefante.

Connell, R. (2014). *Masculinités. Enjeux sociaux de l'hégémonie*. Éditions Amsterdam.

Cunha, Fernanda Gonçalves da. (2003). Contaminação humana e ambiental por chumbo no Vale do Ribeira, nos estados de São Paulo e Paraná. Thesis. Universidade Estadual de Campinas.

Escobar, A. (2003). "Mundos y conocimientos de otro modo". El programa de investigación de modernidad/colonialidad latinoamericano. *Tábula rasa*, 1, 51-86. DOI : 10.25058/20112742.188

Grisa, C. & Schneider, S. (2014). Três gerações de políticas públicas para a agricultura familiar e formas de interação entre sociedade e estado no Brasil. *Revista de economia e sociologia rural, 52*(1), 125-146. DOI : 10.1590/S0103-20032014000600007

Gudynas, E. (2009). Diez tesis urgentes sobre el nuevo extractivismo. In Schuldt, J. *et al.* (Eds.). *Extractivismo, política y sociedad* (187-225). Centro Andino de Acción Popular/Centro Latinoamericano de Ecología Social.

Guétat-Bernard, H. (2008). Cultures du café et dynamiques des rapports de genre en pays Bamiléké au Cameroun : effet de similitude avec la situation kikuyu au Kenya. *Les Cahiers d'outre-mer*, 243, 339-354. DOI : 10.4000/com.5351

Harding, S. (1992). Rethinking Standpoint Epistemology: What is "Strong Objectivity"?. *The Centennial Review, 36*(3), 437-470. https://www.jstor.org/stable/23739232

Harvey, D. (2004). Le « nouvel impérialisme » : accumulation par expropriation. *Actuel Marx*, *32*(1), 71-90. DOI : 10.3917/amx.035.0071

Iorio, G., & Coelho, T. P. (2023). Tenebrosas transações: a relação orgânica entre território e acumulação sob o padrão exportador de especialização produtiva no Brasil. *Revista da ANPEGE*.

Kelly, L. (2019) [1989]. Le continuum de la violence sexuelle. *Cahiers du genre, 66*(1), 17-36. DOI : 10.3917/cdge.066.0017

Laugier, S. (2015). *Care*, environnement et éthique globale. *Cahiers du genre*, *2*, 127-152. DOI : 10.3917/cdge.059.0127

Michel, A. (2020). *Un monde en nègre et blanc. Enquête historique sur l'ordre racial*. Seuil.

Ndami, C. (2019). Normes de genre, pratiques et savoirs agricoles féminins au Cameroun : une approche historique. In Verschuur C. (Ed.). *Savoirs féministes au Sud. Expertes en genre et tournant décolonial* (313-328). L'Harmattan.

Nobre, M. & Lobo, N. (2021). Brésil : les impacts des exclusions fondées sur la nature sur les corps-territoires des femmes. *Bulletin du Mouvement mondial pour les forêts tropicales*, 255, 33-37. https://www.wrm.org.uy/fr/articles-du-bulletin/bresil-les-impacts-des-exclusions-fondees-sur-la-nature-sur-les-corps-territoires-des-femmes

Pruvost, G. (2021). *Quotidien politique : féminisme, écologie et subsistance. L'horizon des possibles*. La Découverte.

Siliprandi, E. (2015). *Mulheres e agroecologia: transformando o campo, as florestas e as pessoas*. UFRJ.

Svampa, M. (2011). Néo-« développementisme » extractiviste, gouvernements et mouvements sociaux en Amérique latine. *Problèmes d'Amérique latine*, *81*(3), 101-127. DOI : 10.3917/pal.081.0101

Svampa, M. (2012). Consenso de los *commodities*, giro ecoterritorial y pensamiento critico en América Latina. In Observatorio social de America Latina (OSAL). *Movimentos socioambientales en América Latina* (15-38). CLACSO.

Teixeira, H. M., Van den Berg, L., Cardoso, I. M. & Tittonell, P. (2018). Understanding Farm Diversity to promote Agroecological Transitions. *Sustainability*, *10*(12), 4337. DOI : 10.3390/su10124337

NOTES

1. Dans le cas du Brésil, la part des matières premières dans les exportations a bondi d'un niveau de 25 % à 30 % dans les années 1990, à 45 % à 50 % dans les années 2010 (calcul sur la base des chiffres compilés par Larissa Bombardi [2019]).

2. Se reconnaissant comme descendant·es d'esclaves noir·es.

3. Projet Gengibre, Rapport à la nature et égalité de genre. Pratiques et mobilisations féministes dans l'agroécologie au Brésil. Ce projet est financé par l'ANR (projet n° ANR-20-CE41-0002-01) et est développé dans le cadre d'une collaboration entre l'Institut de recherche pour le développement, l'université de Toulouse, l'université fédérale de Viçosa (Brésil), le Centre de technologies alternatives de la Zona da Mata (Brésil) et la Sempreviva Organização Feminista (Brésil). La présentation de l'équipe complète du projet est disponible en ligne : https://gengibre.org/fr/qui-sommes-nous. La réalisation de l'enquête est le fruit d'un travail collectif. Les autrices sont de plus redevables à l'ensemble de l'équipe pour les très nombreuses discussions. Les résultats présentés ici sont de leur seule responsabilité.

4. Ces derniers possèdent aujourd'hui 82 % des exploitations agricoles de la région, correspondant à moins de la moitié des terres agricoles (Teixeira *et al.*, 2018: 3).

5. Par la loi de l'État de Minas Gerais n° 23.291 du 25 février 2019.

6. En langue brésilienne, le terme *veneno* (qui signifie « poison ») est utilisé pour désigner les pesticides dans le langage courant.

RÉSUMÉS

Dans ce texte, nous analysons les formes de conflictualité et de violence dans les territoires soumis à l'extractivisme agricole et minier, les impacts sur le groupe paysan et la manière dont les résistances basées sur l'agroécologie sont redéfinies par ces processus. Nous attirons l'attention sur le genre dans les rapports de pouvoir imbriqués en montrant, d'une part, comment il sert la pénétration des projets extractivistes, en suscitant l'adhésion des paysans (hommes) aux projets ou en attaquant leurs résistances. D'autre part, nous mettons en évidence les résistances autour de l'agroécologie, le réinvestissement du travail de *care* socialement assigné aux paysannes, les oppositions et les négociations au sein des familles et les processus de politisation.

In this paper, we analyze the forms of conflictuality and violence in territories subject to agricultural and mining extractivism, the impacts on peasant groups and the way in which resistance based on agroecology is redefined by these processes. We draw attention to gender in interlocked power relations by showing, on the one hand, how it serves the penetration of extractivist projects, by getting (male) peasants to sign up to the projects or by attacking their resistance. On the other hand, we highlight resistance centred on agroecology, the reinvestment of the care work socially assigned to female peasants, opposition and negotiations within families and politicization.

En este texto analizamos las formas de conflictividad y violencia en los territorios sometidos al extractivismo agrícola y minero, los impactos sobre el grupo campesino y la manera en la que las resistencias basadas en la agroecología son redefinidas por estos procesos. Llamamos la atención sobre el género en las relaciones de poder imbricadas mostrando, por una parte, cómo permite la penetración de proyectos extractivistas al suscitar la adhesión de campesinos (hombres) a los proyectos o atacando sus resistencias. Por otra parte, ponemos en evidencia las resistencias alrededor de la agroecología, la reinversión del trabajo de cuidado socialmente asignado a las campesinas, las oposiciones y las negociaciones en el seno de las familias y los procesos de politización.

INDEX

Mots-clés : genre, extractivisme, violence, agroécologie, care
Palabras claves : género, extractivismo, violencia, agroecología, cuidado
Keywords : gender, extractivism, violence, agroecology, care

AUTEURS

ISABELLE HILLENKAMP

Isabelle Hillenkamp est socioéconomiste, directrice de recherche à l'IRD-CESSMA (Institut de recherche pour le développement, Centre d'études en sciences sociales sur les mondes africains, américains et asiatiques-CESSMA, UMR 245).

A récemment publié

Hillenkamp, I., Schwenck, B., Lobo, N. (2023), Covid-19 Responses of Women Solidarity Networks in Brazil: Levels of Protection and (Mis)Trust in a Polarized Society. In Khun Eng, K., Guiheux, G. & Lim, F. K. G. (Eds). *COVID-19 Responses of Local Communities around the World. Exploring Trust in the Context of Risk and Fear* (99-119). Routledge.

Lobo, N., Telles, L., Hillenkamp, I. (2023). Economias alternativas, ultraliberalismo e pandemia: mulheres na agroecologia no Brasil. *Revista Sociologia Online*, 31. DOI : 10.30553/sociologiaonline.2023.31.4

Hillenkamp, I. (2022). Dans la forêt, le genre. Agroécologie et féminisme dans un environnement sous tension au Brésil. *Journal des anthropologues*, 168-169, 79-96. Doi : 10.4000/jda.11640

HÉLOÏSE PRÉVOST

Héloïse Prévost est maîtresse de conférence en sociologie, chercheuse au CERTOP-CNRS (UMR 5044), département d'économie-gestion, université Toulouse Jean Jaurès. Membre de l'Atecopol, atelier d'écologie politique Toulouse et de la SFR Arpège, réseau d'études du genre.

A récemment publié

Prévost, H. & Sa Vilas Boas, M.-H. (2024). Genre et politique. *Dictionnaire politique de l'Amérique latine*. Éditions de l'IHEAL.

Santana, V. & Prévost, H. (2022). Femmes rurales en mouvement : une démarche épistémologique féministe décoloniale au moyen du film participatif. *Participations*, *32*(1), 183-211. DOI : 10.3917/parti.032.0183

Prévost, H. (2021). Des femmes rurales face à l'histoire coloniale patriarcale au Brésil. *Travail, genre et sociétés*, *45*(1), 77-95. DOI : 10.3917/tgs.045.0077